



BILAN INTERVIEW SUR UNE GRÈVE

PROLETARIAT. — Camarade, présente-toi aux lecteurs de notre revue.

Le militant. — Je suis ouvrier dans une grande entreprise de la région parisienne. La société capitaliste à laquelle je vends ma force de travail possède plusieurs autres usines en province. Ses structures, ses capitaux, l'ensemble de ses activités en font un trust qui appartient à l'un des groupes monopolistes les plus importants. Je suis militant de la cellule d'entreprise d'un Parti communiste que la bourgeoisie a prétendu interdire le 12 juin 1968. C'est dire que j'ai pour tâche de participer aux activités des marxistes-léninistes à l'intérieur de l'entreprise. Les actions de caractère politique ne peuvent être conduites que clandestinement. Les actions syndicales peuvent être développées plus ouvertement. Mais il est nécessaire de rester toujours vigilant vis-à-vis du patronat comme vis-à-vis de certains responsables révisionnistes.

PROLETARIAT. — Parle-nous du dernier mouvement revendicatif qui s'est produit dans l'usine où tu travailles.

Le militant. — Ce mouvement date déjà de plusieurs mois, il n'en comporte pas moins d'importants enseignements pour l'activité des communistes marxistes-léninistes.

Pendant plusieurs mois avant qu'il ne se déclenche existait un accord entre les trois sections syndicales de l'usine (CGT, CFDT et FO). Cet accord portait sur trois revendications communes :

- 200 francs d'augmentation uniforme pour tous ;
- l'institution de l'échelle mobile ;
- la retraite à 60 ans.

A la suite d'une très forte pression de ses adhérents de base, la C.G.T. avait dû accepter la revendication des 200 F pour tous (80 % pour et seulement 20 % contre).

D'autre part pour pouvoir entraîner les autres sections syndicales à participer à ses « journées nationales d'action » (juin 1972), la C.G.T. avait dû souscrire, avec la C.F.D.T. et F.O., à un engagement rendu public devant tous les ouvriers, de reprendre l'action revendicative dès la rentrée (après les congés).

Peu après la rentrée justement les ouvriers d'une des usines de province déclenchèrent une grève illimitée à l'ini-



tiative des deux sections syndicales existant dans cette succursale (dont la C.F.D.T.). Le mouvement fut suivi par 90 % des travailleurs.

Du coup la Direction convoqua les organisations syndicales de toutes les usines et de son siège à une rencontre paritaire où elle avança des propositions :

- 30 F d'augmentation pour tous (mensuellement) ;
- prime de vie chère de 180 F (pour l'année) ;
- passation d'un accord sur les salaires de 1973 sur la base de l'indice officiel des prix augmenté de 2 %.

La journée nationale d'action du 26 octobre arriva sur ces entrefaites. Après de longues séances de discussion inter-syndicale fut décidé un débrayage de 24 heures (pour notre usine) et l'organisation d'un meeting devant la porte de l'usine pour consulter les grévistes sur la poursuite ou la cessation de la grève avec maintien des revendications déjà indiquées. Cette dernière décision fut prise sur exigence des sections C.F.D.T. et F.O., qui indiquaient que les ouvriers étaient « fatigués » des journées de 24 heures tous les six mois sans aucun résultat.

Le 26 donc, 700 grévistes (dont 75 % d'ouvriers) participèrent au mouvement. Au cours du meeting, au grand dam des dirigeants C.G.T., la C.F.D.T. proposa que les participants désireux de poursuivre le mouvement se rassemblent à gauche, et ceux qui étaient contre, à droite. Une nette majorité se prononça ainsi pour la reconduction de la grève le lendemain. A cet instant précis, les dirigeants C.G.T. insultèrent certains délégués C.F.D.T. et F.O., ainsi que certains travailleurs qu'ils traitèrent de « petits cons, diviseurs, etc. ». Ce fut là un spectacle que beaucoup

d'ouvriers ne sont pas prêts d'oublier. Entre les engagements que ces responsables prennent et ce qu'ils font, il y a un gouffre !

Durant toute la journée du 26 de nombreux grévistes distribuèrent des tracts appelant donc au plus massif débrayage pour le lendemain, qui était un vendredi. Et dès ce lendemain, à 5 heures du matin, de nombreux ouvriers partisans du mouvement se rassemblèrent devant les portes de l'usine. Une assemblée générale des grévistes se déroula au cours de laquelle fut confirmée à l'unanimité la décision de poursuivre la grève. Il y avait à ce moment-là 400 grévistes, dont les trois quarts présents à l'Assemblée.

Mais qu'allait-il donc se passer le lundi suivant ?

Durant toute la journée du vendredi, les grévistes discutèrent avec les non-grévistes, aux portes de l'usine, pour les entraîner dans le mouvement contre le freinage actif des dirigeants de la C.G.T.

Le lundi matin, de 400 le nombre des grévistes passa entre 600 et 700 ! 450 d'entre eux participèrent à une Assemblée générale, mais le travail des adversaires du mouvement commençait pourtant à porter ses fruits.

Certains grévistes qui espéraient un ralliement rapide de la C.G.T. commençaient à se décourager. Des propositions combatives furent repoussées, défilé dans l'usine, blocage de camions, etc. La décision pour la continuation de la grève fut reporté à l'après-midi au cours d'un meeting auquel nous appelions les non-grévistes à participer en débrayant 1 heure.

De nombreux adhérents de la C.G.T. étaient avec les grévistes, partisans de la poursuite du mouvement en dépit de la position des responsables de leur section syndicale.

Mais ceux-ci organisèrent un vote eux-mêmes, à midi, parmi les non-grévistes en leur demandant s'ils étaient pour ou contre la forme d'action engagée sans eux. On imagine le résultat.

Le meeting prévu eut cependant encore lieu. Les grévistes furent rejoints par une centaine de non-grévistes, et tous ensemble rentrèrent dans l'usine. Une délégation se rendit chez le patron. Celui-ci, encouragé par la division des travailleurs, refusa tout.

Une tentative de défilé dans l'usine

fut stoppée par quelques grévistes invoquant leur refus d'aller à une « épreuve de force », mais la reconduction de la grève pour le lendemain fut toutefois décidée.

Le mardi matin, nous étions toujours aussi nombreux dans la grève, mais de nouveaux participants venus des non-grévistes de la veille compensaient les défections de certains grévistes découragés.

Proposition fut avancée d'entrer en cortège dans l'usine pour essayer d'entraîner les non-grévistes. Mais aussitôt les gardiens fermèrent les portes, et les trois quarts des grévistes votèrent contre cette proposition.

La C.G.T. fit alors connaître son « sondage » chez les non-grévistes : 400 pour la grève, 800 contre. Parmi les partisans du mouvement se trouvaient une forte proportion des ouvriers de fabrication, qui sont les plus exploités d'entre nous tous. Mais pour les responsables P.-C. : F. : 1 000 grévistes c'était provocateur, aventuriste, minoritaire. Alors que quand il y a 300 ou 400 grévistes pour une journée nationale « d'action » c'est selon eux un grand succès !

Lors du vote pour la reconduction de la grève, la majorité (3/4) se prononça alors pour la reprise. La grève cessa sans aucun résultat concret.

PROLETARIAT. — Quel fut donc le rôle tenu par les camarades marxistes-léninistes dans cette lutte ?

Le Militant. — Nos camarades sont adhérents de la C.F.D.T., et certains de la C.G.T.. Après le mouvement déclenché dans l'usine de province, ils ont agi au sein de la C.F.D.T. pour que soit immédiatement engagé une action de solidarité. Ils s'appuyaient sur deux faits : 1°) dans l'usine, les travailleurs réagissaient favorablement à une telle proposition et s'étonnaient d'être informés avec retard de ce qui se passait dans l'autre usine ; 2°) la direction générale, après trois jours de grève dans l'autre usine, convoquait une séance paritaire (patron-syndicats) qui n'était pas prévue à son calendrier : cela pouvait que la situation nous était favorable.

Malheureusement les marxistes-léninistes adhérents à la C.F.D.T. ne sont pas parvenus à vaincre l'inertie de la majorité des militants actifs de leur section syndicale. Que faire ? Le lendemain de la

rencontre paritaire, nous avons publié un tract légal dénonçant l'insuffisance des propositions patronales et appelant à l'action dans le même sens que l'autre usine.

Les marxistes-léninistes et d'autres militants sont enfin parvenus à convaincre la C.F.D.T. de participer à la Journée nationale d'action de la C.G.T., qu'avait ralliée F.O., avec l'engagement qu'elle appellerait les grévistes à prolonger la grève de 24 heures.

Nous envisagions cette éventualité avec optimisme. Mais pourtant nous avons sous-estimé la nécessité de mobiliser activement avant le 26 en vue de la poursuite du mouvement. De ce fait nous n'avons sorti aucun matériel autonome, c'est-à-dire exposant les positions des marxistes-léninistes, juste avant la grève. Ce manque d'initiative, syndicale également, nous a certainement privé dès le départ, d'une force non négligeable de grévistes, 200 à 300 qui n'ont rejoint le mouvement que le lundi.

En fait la lutte contre le révisionnisme est très complexe. Car si la section C.F.D.T. a négligé la nécessité de mobiliser bien plus sérieusement dès avant la journée du 26, c'est parce qu'elle cherchait à obtenir « à huis clos » l'engagement de la C.G.T. pour qu'intervienne une décision pour ou contre la poursuite du mouvement lors du meeting tenu le matin du 26 devant la porte de l'usine. Alors que le seul engagement sérieux pour la grève ne pouvait être que celui des travailleurs activement mobilisés pour la faire.

PROLETARIAT. — Ton Parti est-il apparu, pendant et après la grève, aux yeux des travailleurs, et si oui, comment ?

Le Militant. — Pendant la grève nous ne nous sommes pas manifesté en tant que Parti, ni même par tracts « légaux » ne mentionnant pas notre Parti.

Nous avons accepté d'agir ainsi en accord avec des militants avancés de la C.F.D.T., qui désiraient ne pas laisser aux bonzes du P.« C. » F. la possibilité de répandre le bruit que « des groupes extérieurs à l'usine intervenaient dans les affaires des ouvriers ». C'est une réalité objective que les travailleurs de notre usine réagissent négativement aux interventions extérieures. Or, comme vous le supposez sans doute, nos tracts, bien que rédigés par nous qui sommes ou-

vriers de l'usine, sont distribués, dans leur majorité, par des camarades de l'extérieur, à la porte. C'est pour nous une nécessité temporaire si nous voulons pouvoir nous maintenir dans l'usine.

Pendant les quatre jours de grève, notre cellule s'est réunie deux fois en tant que telle « pour faire le point », envisager les propositions et avancer pour la poursuite de l'action, discuter de notre avis pour la mise en place du comité de grève, etc.

Concrètement, et compte-tenu des possibilités que nous offrent nos affiliations syndicales, nous avons participé à la direction de la grève parmi la poignée de militants qui animait soit les deux assemblées générales, soit les mini-assemblées de grévistes faisant le point ou élaborant les tracts de l'après-midi.

Notre rôle de direction a été le plus marquant le vendredi matin au cours de l'Assemblée générale. En effet, après enquête au cours du trajet de l'usine à la salle de réunion en discutant avec les ouvriers ainsi qu'aux piquets de grève, nous avons eu l'initiative. Appuyés de militants non organisés en tant que marxistes-léninistes, c'est nous qui avons pu présenter et faire triompher l'idée de poursuivre la grève le lundi. Nous avons utilisé des arguments suivants pour convaincre nos camarades travailleurs :

1) Nous sommes aussi nombreux ce vendredi que la veille (journée nationale d'action), et cela malgré la propagande des dirigeants de la section C.G.T. qui interviennent contre la poursuite du mouvement. Ne vont-ils pas jusqu'à menacer leurs propres adhérents et jusqu'à invoquer la discipline pour les obliger à reprendre le travail !

2) Malgré cela, sont parmi nous des adhérents et délégués C.G.T. (deux) et de nouveaux grévistes qui n'ont pas participé à la « journée nationale d'action ».

3) Notre grève c'est comme une boule de neige : tant qu'elle grossit on continue. Si elle fond, alors il faudra se replier. Pour le moment elle n'a pas fondu, il faut donc trouver le moyen de la développer encore pour lundi matin !

Nous avons également défendu la proposition faite au meeting du mardi matin de défilé dans l'usine devant les ateliers. Mais cette initiative fut repoussée et ensuite la reprise fut votée contre nos arguments à 75 %. Dans les 25 % de

partisans de poursuivre la grève, il est important de remarquer que figuraient la majorité des ouvriers de fabrication, les plus exploités de l'usine.

Signalons enfin qu'un journal marxiste-léniniste qui est publié légalement et qui relatait notre mouvement a été diffusé, après la fin de la grève, au double de ce qu'il est habituellement vendu aux ouvriers de l'usine.

PROLETARIAT. — Penses-tu que des erreurs ont été commises par les militants marxistes-léninistes que tu représentes ?

Le Militant. — Oui, nous avons à autocritiquer des erreurs, des insuffisances dans notre travail.

Tout d'abord nous nous sommes beaucoup trop abandonnés au spontanéisme. Voici quelques exemples de cette attitude erronée :

— Insuffisance et même absence de préparation préalable de la grève. On a attendu le premier jour du mouvement pour songer à son organisation, aux mesures à prendre, etc. Nous avons trop mal informé les travailleurs, et aussi trop tard. Aussi nombre d'entre eux sont arrivés à l'usine en ignorant ce que nous proposons avec les autres militants des sections syndicales intéressées. En voyant des groupes de grévistes devant les portes, ils étaient tout surpris et naturellement il fallait rattraper le temps perdu en leur fournissant beaucoup d'explications.

— Les assemblées générales et celles au cours desquelles étaient élaborés les tracts étaient des réunions non préparées à l'avance par un groupe de militants représentatifs de l'ensemble des grévistes. Du coup elles donnaient lieu à des débats où s'opposaient les tendances opposées de manière anarchique, « dans tous les sens », sans possibilité de dégager rapidement des décisions rassemblant la majorité sur des positions combattives. A part l'Assemblée du vendredi qui fut bien menée parce que la grève commençait, le débat étant très clair (pour ou contre la grève) et bien introduit (par les marxistes-léninistes et aussi d'autres militants). En somme c'est l'absence d'un comité de grève élu par les travailleurs eux-mêmes qui fut la cause de cette situation.

Au soir de la première journée de grève, nous avons accepté de remettre



l'élection d'un Comité de grève au moment où les grévistes seraient plus nombreux (démarrage effectif de la grève). Ce fut, on le voit parfaitement maintenant, une erreur décisive. Il fallait élire un Comité de grève tout de suite, quitte à l'élargir par la suite. Seul ce comité de grève représentatif aurait pu présenter une position et la défendre avec plus de poids en procédant à une discussion avant chaque assemblée. Pour combattre le « légalisme » au sein des grévistes et prendre en main la répartition de différentes tâches il était indispensable.

Ensuite, nous devons autocritiquer notre présence insuffisante en tant qu'organisation marxiste-léniniste, par tract autonome (c'est-à-dire en dehors de ceux des sections syndicales proprement dites). Nous jouissons d'une certaine confiance parmi les travailleurs, et notre intervention particulière aurait aidé pour les mobiliser avant, et pour tirer le bilan ensuite.

La racine de cette erreur, c'est que nous nous sommes provisoirement dissouts dans la masse des grévistes. Quand nous avons voulu réunir des camarades de travail pour discuter de l'article publié dans un journal marxiste-léniniste et pour étudier avec eux les perspectives de travail politique et syndical dans l'usine, la grève était terminée depuis déjà un mois. Aussi avons-nous subi un échec.

PROLETARIAT. — Peux-tu dégager des enseignements d'ensemble, dans la mesure où aujourd'hui le recul du temps permet une appréciation plus lucide, plus solide ?

Le Militant. — Une première constatation s'impose : un grand nombre de travailleurs se sont opposés avec vigueur et clairvoyance au révisionnisme. Les différents responsables de la C.G.T., membres connus du Parti « communiste » français ont été fréquemment apostrophés par des ouvriers en groupe, qui dans des discussions passionnées dénonçaient la pratique révisionniste en invoquant 1968, montraient les contradictions entre des passages des tracts révisionnistes « durs », appelant à l'action et les paroles des mêmes au moment de la grève.

Des ouvriers adhérents de la C.G.T. ou du P.« C. »F. déchirèrent leurs cartes. Cependant pour nous faire une idée juste, et non pas voir les choses comme nous les souhaiterions, il faut encore souligner

que la majorité des travailleurs influencés par le révisionnisme avant la grève se contentaient de critiquer leurs responsables seulement par rapport à la grève.

De plus certains avaient tendance à penser que seuls les révisionnistes de l'usine étaient « comme ça », mais qu'ailleurs c'était certainement autrement et mieux. Il y a donc nécessité de rattacher cette expérience vécue chez nous à l'ensemble de l'expérience des travailleurs de tout le pays pour rétablir la vérité : ce qu'on a vu localement n'est qu'une manifestation de la trahison des principes révolutionnaires par le P.« C. »F. et la C.G.T. Les militants locaux sont sous l'influence de cette ligne anti-ouvrière qui fait se ranger la C.G.T. parmi les autres centrales syndicales réformistes ou jaunes.

Une seconde constatation : cet échec a semé le découragement et l'amertume chez beaucoup de travailleurs.. Certains se sont résignés en disant : « Eh bien, maintenant il n'y a plus qu'à attendre les élections ! », comme s'il s'agissait d'un remède miracle. D'autres ont perdu temporairement confiance dans l'issue des luttes menées dans l'usine ou sur le plan politique. Ils n'écoutent plus notre propagande qu'avec scepticisme. Ils nous disent : « Il y a du vrai dans ce que vous dites, mais croyez-vous que vos propositions soient réalisables ? » Un sympathisant proche nous a déclaré : « Les ouvriers ne veulent même pas faire grève, alors pour ce qui est de la Révolution !... »

Cette situation nous a fort bien démontré à quoi aboutit temporairement la néfaste activité anti-unitaire et anti-grève des responsables révisionnistes. Plus que jamais nous comprenons ce que représente l'unité de la classe ouvrière sur ses positions de classe prolétariennes !

Le troisième enseignement de cette expérience concrète, c'est que les ouvriers sont prêts à faire confiance à un authentique parti révolutionnaire prolétarien, à condition qu'il leur présente des propositions d'action sérieuses et crédibles. Nous pensons qu'il est infiniment préférable de nous adresser à eux au nom de notre Parti, même si cela exige une activité clandestine parce qu'illégal, que de leur distribuer des tracts « légaux » devant lesquels ils restent plus ou moins sceptiques ; car, il est très net que les travailleurs n'accordent leur confiance qu'à ceux qu'ils connaissent bien,

pour les avoir vus constamment à leurs côtés dans l'atelier. Aussi avons-nous décidé d'agir en conséquence. Evidemment les travailleurs sceptiques, qui doutent de la combativité de la classe ouvrière, qui ne font plus confiance aux dirigeants révisionnistes ne nous rejoignent pas en masse en disant : « C'est vous qui avez raison. » Mais vous pouvez être sûr que nous avons l'énergie, la patience et la confiance dans les masses nécessaires pour que l'expérience acquise serve aux luttes futures et qu'au découragement passager fasse place l'espoir révolutionnaire.

PROLETARIAT. — En te remerciant, Camarade, de toutes ces indications, nous exprimons notre certitude que l'échec subi dans ce mouvement porte en lui-même les enseignements par la négative qui permettront de remporter ultérieurement des succès notables. En ce sens d'ailleurs, nous pensons que l'échec de la grève n'a pas été en même temps un échec pour le développement de la lutte principale poursuivie par les Communistes marxistes-léninistes, qui apprennent « en marchant » à travers difficultés et obstacles.

COMMANDEZ...

DIFFUSEZ...

ETUDIEZ...

Ce que proposent les marxistes-léninistes	3,50 F
Face au gauchisme moderne	3,00 F
Programme de la Ligue communiste : confusion et opportunisme	2,00 F

(BROCHURES EDITEES PAR « L'HUMANITE ROUGE »)
B.P. 365 - 75064 Paris Cédex 02 - C.C.P. 30 226-72 La Source

(Ajouter 20 % du prix de la commande pour frais de port)